

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 23 juin 2025

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HACER TRAITEMENTS DE SURFACE

47 ALLEE DU MT BLANC
BP 60
74300 Cluses

Références : 20250611-RAP-InspectionHacerTS_Georisques-VF
Code AIOT : 0006104577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juin 2025 dans l'établissement HACER TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 47 Allée du Mont Blanc à 74300 Cluses. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 28 avril 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement effectuée le 11 juin 2025 a porté principalement sur la gestion des déchets générés, en vue de s'assurer notamment de l'absence de risque pour l'environnement qui pourrait en résulter et de la mise place de la traçabilité s'y rapportant telle que prévue par la réglementation en vigueur.

La prévention de la pollution de l'air a été également abordée à cette occasion, au travers d'un bilan des résultats du contrôle inopiné des émissions atmosphériques effectué sur le site du 2 au 5 septembre 2024 par un organisme agréé à la demande de l'inspection des installations classées.

Il est rappelé en effet qu'un contrôle de cette nature est désormais réalisé chaque année au sein de l'établissement, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve, dont la révision a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2019 et qui comporte un volet sur les émissions industrielles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HACER TRAITEMENTS DE SURFACE
- 47 Allée du Mont Blanc 74300 Cluses
- Code AIOT : 0006104577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HACER Traitements de Surface est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces métalliques, par zingage, nickelage ou cuivrage notamment, sans usage désormais de chrome hexavalent. Les pièces traitées sont destinées à divers marchés dont principalement celui de l'automobile.

Son établissement situé 47 allée du Mont-Blanc à Cluses est constitué de deux bâtiments distincts désignés M2 et M3, implantés en vis-à-vis et séparés par un espace de stockage et de circulation couvert.

Sur le plan de la situation administrative, il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 14 octobre 2009 pris au nom de la société MARQUET Traitements de Surface, modifié et complété le 3 décembre 2019 et le 16 mai 2022.

Cet arrêté a abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui datait du 7 août 1991, modifié et complété le 15 octobre 1993, le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004. Le volume de bains autorisé a été fixé à 176 630 litres.

Un changement d'exploitant intervenu au bénéfice de la société HACER Traitements de Surface a donné lieu à un récépissé délivré par monsieur le préfet de la Haute-Savoie le 20 avril 2011.

L'établissement est soumis par ailleurs aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il est précisé toutefois que la visite d'inspection réalisée le 11 juin 2025 s'est appuyée uniquement sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 modifié réglementant le site, en lien avec la thématique retenue, ces prescriptions ayant intégré celles de même nature issues de l'arrêté ministériel précité.

Thèmes de l'inspection :

- Prévention de la pollution atmosphérique (Air)
- Gestion des déchets générés (Déchets)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des déchets - Récupération - Recyclage - Valorisation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.3.3.1.1 à 6.3.3.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Gestion des déchets - Mise sur rétentions et modalités d'évacuation des déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.1.7.1 et 6.1.7.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Gestion des déchets - Autres modalités de stockage	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.3.3.2.1 à 6.3.3.2.5	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Gestion des déchets - Elimination	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.3.3.4.1.1 à 6.3.3.4.1.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Traçabilité des déchets - Bordereaux de suivi de déchets dangereux (Trackdéchets)	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Demande d'action corrective	1 mois
8	Traçabilité des déchets - Registre chronologique des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné Air - Fondement réglementaire	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle inopiné Air - Respect des valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 03/12/2019, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- En matière de prévention de la pollution de l'air, le contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'établissement effectué du 2 au 5 septembre 2024 n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission applicables, en concentration et en flux.

Une synthèse des résultats obtenus est jointe sous la forme d'un tableau en annexe au présent rapport.

- En matière de gestion des déchets générés, certains constats effectués nécessitent de la part de l'exploitant les actions correctives suivantes, à mener pour la majorité d'entre elles sous un délai d'un mois :

- . instaurer une consigne encadrant les modalités de nettoyage des grands récipients vrac (GRV) et fûts ayant contenu des produits chimiques, que ces récipients soient réutilisés ou non, en vue de s'assurer qu'ils ne contiennent plus de résidus de produits pouvant soit amener à les considérer comme des déchets dangereux s'ils ne sont pas réutilisés (emballages souillés), imposant alors une filière d'élimination spécifique, soit réagir dangereusement avec les déchets collectés en cas de réutilisation de ces récipients,

- . prendre des dispositions afin d'empêcher que les déchets liquides très acides et les déchets liquides très alcalins regroupés en sous-sol de M2 puissent se mêler dangereusement entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané, en les plaçant sur des rétentions séparées et résistantes à leur action physique et chimique.

Il devra en être de même pour les bains usés de dénickelage et de décuivrage regroupés dans l'atelier de M2, si l'un s'avère être acide et l'autre cyanuré comme l'aurait laissé entendre l'exploitant.

Ce dernier fera connaître à l'inspection des installations classées les dispositions prises en ce sens,

- . adresser à l'inspection des installations classées une note de calcul permettant de justifier que la partie du sous-sol de M2 où sont regroupés des récipients de déchets liquides, faisant office de rétention générale pour ces derniers, est de capacité suffisante au regard des quantités en présence. L'exploitant se conformera pour ce faire aux instructions mentionnées à la fiche de constat n°4 du présent rapport,

- . veiller à masquer systématiquement l'étiquette du produit chimique d'origine ayant été contenu dans un GRV ou fût réutilisé, à l'aide par exemple de la fiche d'identification du déchet recueilli comme effectué sur certains de ces récipients, ou à barrer au marqueur indélébile l'étiquette du produit d'origine si la fiche d'identification du déchet est apposée à côté, afin de ne pas prêter à confusion quant au déchet contenu. L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées les mesures prises à cet effet,

. identifier par un écriteau les deux bennes entreposées à l'arrière des bâtiments et dédiées à la collecte respectivement des palettes en bois et des cartons non souillés. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de mise en place de ces écriteaux (photographies),

. se rapprocher de la COVED et/ou du service de collecte intercommunal de la Communauté de communes Cluses, Arve & Montagnes (2CCAM), afin d'obtenir l'attestation prévue par l'article D. 543-284 du code de l'environnement et relative à la valorisation des films plastiques évacués, dans la mesure où ceux-ci représentent un volume supérieur à 1 100 litres par semaine, comme stipulé à l'article D. 543-280 du même code. L'exploitant communiquera cette attestation à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois.

Ladite attestation sera ensuite à obtenir chaque année, avant le 31 mars au titre de l'année antérieure,

. se rapprocher du prestataire prenant en charge les liquides de déshuilage des bains de dégraissage et les bains de colorants usés, afin de convenir avec lui du code déchet à appliquer désormais et de manière pérenne à ces deux catégories de déchets dans les formulaires Trackdéchets, dès lors que leur origine et leur composition demeurent inchangées, comme exposé à la fiche de constat n°7 du présent rapport,

. compléter les registres chronologiques des déchets dangereux et non dangereux sortant de l'établissement, afin d'y faire apparaître certaines informations réglementairement requises et précisées à la fiche de constat n°8 du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques - Fondement réglementaire
Prescription contrôlée : Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées pourra faire procéder à des analyses des polluants émis par les installations, ainsi que de la qualité du milieu environnant. Le coût de ces contrôles sera supporté par l'exploitant.
Constats : Comme indiqué plus haut, un contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'établissement est réalisé chaque année par un organisme agréé à la demande de l'inspection des installations classées, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve dont la révision a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2019 et qui comporte un volet sur les émissions industrielles. Ce contrôle inopiné a été effectué par l'organisme MANUMESURE du 2 au 5 septembre 2024. Il a porté sur l'ensemble des douze exutoires présents en toiture le jour de l'intervention et correspondant aux lignes de production suivantes : ligne 101, ligne 103, ligne 105/107, ligne 109/110, ligne 112A, ligne 112B, lignes 113/160, ligne 115, lignes 117/125, ligne 119, ligne 123A et ligne 123B. Les paramètres et polluants mesurés ont été le débit, les poussières, l'acidité totale (H), le fluorure d'hydrogène HF (exprimé en F), le chrome total, le chrome hexavalent, le nickel, les cyanures, les alcalins (OH), les oxydes d'azote (NOx), l'ammoniac (NH ₃) et le dioxyde de soufre (SO ₂).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle inopiné Air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2019, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques - Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : <p>Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs devront être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées dans le tableau ci-après.</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degré K) et de pression (101, 325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <ul style="list-style-type: none">- Acidité totale (exprimée en H) : conc. moyenne journalière de 0,5 mg/Nm³- HF (exprimé en F) : conc. moyenne journalière de 2 mg/Nm³ et flux maximum de 2625 kg/an- Cr total : conc. moyenne journalière de 1 mg/Nm³ et flux maximum de 1312 kg/an- Cr VI : conc. moyenne journalière de 0,005 mg/Nm³ et flux maximum de 6,55 kg/an- Ni : conc. moyenne journalière de 0,1 mg/Nm³ et flux maximum de 131 kg/an- CN (exprimé en HCN) : conc. moyenne journalière de 0,5 mg/Nm³ (hors ligne 123A) ou 1 mg/Nm³ (ligne 123A) et flux maximum de 698 kg/an- Alcalins (exprimés en OH) : conc. moyenne journalière de 10 mg/Nm³- NOx (exprimés en NO₂) : conc. moyenne journalière de 50 mg/Nm³ et flux maximum de 65617 kg/an- SO₂ : conc. moyenne journalière de 10 mg/Nm³ et flux maximum de 13123 kg/an- NH₃ : conc. moyenne journalière de 10 mg/Nm³ et flux maximum de 13123 kg/an <p>[...]</p>
Constats : <p>Le contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'établissement, effectué du 2 au 5 septembre 2024, n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission applicables, en concentration et en flux, en considérant 24 heures travaillées par jour et 365 jours travaillés par an pour le calcul des flux soit une hypothèse de fonctionnement du site très majorante.</p> <p>Une synthèse des résultats obtenus est jointe sous la forme d'un tableau en annexe au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.3.3.1.1 à 6.3.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques - Récupération - Recyclage - Valorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 6.3.3.1.1 : Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.</p> <p>Art. 6.3.3.1.2 : Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre..., devra être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra en être apportée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Art. 6.3.3.1.3 : Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets industriels spéciaux [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>- L'établissement est spécialisé dans le traitement de surface à façon de pièces métalliques, par zingage, nickelage ou cuivrage notamment.</p> <p>Il génère de ce fait différentes natures de déchets, à savoir principalement selon les informations recueillies :</p> <ul style="list-style-type: none"> . des boues d'hydroxydes métalliques, . des bains de savon de lubrification, filmogènes, et de colorants usés, . des liquides organiques issus de l'unité de traitement des effluents du bâtiment M3, constituée d'un évaporateur sous vide et d'une colonne de décantation, . des boues de phosphatation, . des huiles émulsionnées provenant du déshuilage de la plupart des bains de dégraissage, . des chiffons et emballages souillés, ainsi que des matériaux filtrants usés (filtres de bains), . des déchets industriels banals (DIB), composés de pièces métalliques et ferrailles mises au rebut, de fûts et bonbonnes en plastiques et de grands récipients vrac (GRV) préalablement rincés et non réutilisés, ainsi que de cartons, palettes en bois et films plastiques. <p>De façon plus ponctuelle, des bains usés de décapage et de démétallisation d'outils ou de pièces traitées (dénickelage, décuivrage, désétamage,...) peuvent être également produits.</p> <p>- L'exploitant a fait savoir que diverses dispositions ont été prises en vue de limiter directement ou indirectement les quantités de déchets générés, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> . l'ajout de certains produits dans les bains de traitement de surface par pompes doseuses, afin d'en maîtriser la consommation, . le suivi analytique de tous les bains de traitement à l'aide d'un logiciel propre à l'entreprise (Logiciel de Traitement de Surface - LTS), en vue d'assurer leur entretien et maîtriser la fréquence de leur renouvellement.

En complément, l'exploitant a indiqué que suite à la crise sanitaire de 2020, l'ajout de produits dans les bains s'effectue, en dehors des phases de suivi analytique, non plus périodiquement sur une base calendaire comme auparavant mais en fonction de l'activité des bains qui fait aussi l'objet d'un suivi désormais,

- . la mise en œuvre de dispositifs de déshuilage sur la plupart des bains de dégraissage,
- . le recyclage sur les lignes de zinc-nickel du bâtiment M3, d'une part du distillat provenant de l'évaporateur sous vide dont est équipée l'unité de traitement des eaux de rinçage de ces lignes, et d'autre part de la phase concentrée en composés métalliques issue de la colonne de décantation de la même unité de traitement. Les bains de traitement de surface des lignes de zinc-nickel sont en outre épurés par un décarbonateur afin d'en extraire les carbonates accumulés, puis sont réutilisés,
- . le recyclage de certaines eaux de rinçage après passage au travers de résines échangeuses d'ions,
- . le traitement des bains concentrés usés par la station de détoxification de l'établissement comme le prévoit l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter réglementant le site, et non par un centre extérieur, à l'exception de certains bains tels que ceux employés pour le décapage et la démétallisation (dénickelage, décuivrage, désétamage,...) ou les bains usés de colorants,
- . la réutilisation dans la mesure du possible des GRV et fûts qui ont été vidés de leurs contenus, après les avoir rincés, afin d'y collecter les déchets liquides et certains déchets solides ou semi-solides (bains concentrés usés non traités en station, liquides organiques, boues de phosphatation, boues de nettoyage de fonds de bains, savon usé de lubrification, carbonates, filtres et chiffons / emballages souillés,...),
- . le tri et le stockage des DIB par catégorie dans des zones dédiées de l'établissement (rebuts métalliques et ferrailles, cartons, palettes en bois, films plastiques, et DIB en mélange dont les récipients en plastique rincés mais non réutilisés),
- . la valorisation par un prestataire des DIB évacués.

L'exploitant a pu montrer la plupart des dispositions susmentionnées, sans appeler d'observation particulière de la part de l'inspection des installations classées. Il a aussi présenté sur le plan documentaire :

- . le logiciel de suivi analytique des bains de traitement de surface, faisant état notamment des fréquences d'analyses des bains (fréquences quotidiennes pour certains bains comme les bains de zinc-nickel ou de nickel chimique et jusqu'à bimensuelles pour les bains de dégraissage),
- . le fichier de suivi de l'activité des bains de traitement de surface, structuré par semaine calendaire,
- . une procédure organisant la gestion des déchets industriels au sein de l'établissement, avec notamment la liste des déchets générés, les modalités de tri des DIB, et les différents prestataires prenant en charge les déchets.

- Les récipients livrés par un des principaux fournisseurs de produits chimiques (société PRODUITS CHIMIQUES PLATRET basée à Ville-la-Grand) sont consignés et sont donc restitués à ce fournisseur après avoir été vidés de leurs contenus. Des bons de livraison récents ont été présentés au cours de la visite d'inspection, faisant état de cette mise en consigne.

Les bonbonnes en plastique de produits chimiques non consignées ne sont pas réutilisées après avoir été vidées de leurs contenus, pour des raisons techniques selon les explications apportées par l'exploitant. Elles sont toutefois rincées afin de pouvoir les gérer ensuite comme des déchets industriels banals. Une consigne a été établie en ce sens et présentée, précisant les modalités de nettoyage et de stockage de celles-ci avant leur évacuation.

Quant aux grands récipients vrac (GRV) et fûts ayant contenu des produits chimiques et non consignés, ils sont réutilisés lorsque leur état le permet et préalablement rincés d'après les dires de l'exploitant (hormis ceux destinés à recueillir des déchets de nature compatible avec les produits chimiques initialement contenus, ne nécessitant pas de rinçage). Les quelques GRV et fûts non réutilisés sont aussi préalablement rincés afin de les gérer ensuite comme des déchets industriels banals.

Il apparaît toutefois qu'aucune consigne n'encadre les modalités de nettoyage de ces récipients, qu'ils soient réutilisés ou non. ==> 1

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

==> 1 : L'exploitant veillera à instaurer, sous un délai d'un mois, une consigne encadrant les modalités de nettoyage des grands récipients vrac (GRV) et fûts ayant contenu des produits chimiques, qu'ils soient réutilisés ou non.

L'objet de cette consigne sera de s'assurer que les récipients précités ne contiennent plus de résidus de produits pouvant, en premier lieu, amener à les considérer comme des déchets dangereux s'ils ne sont pas réutilisés (emballages souillés), imposant alors une filière d'élimination spécifique.

Un autre motif d'instauration d'une telle consigne est mentionné à la fiche de constat n°5 ci-après, en cas de réutilisation des GRV et fûts.

Type de suites proposées : ==> 1 : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1 : Demande d'action corrective

Proposition de délais : ==> 1 : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.1.7.1 et 6.1.7.2
Thème(s) : Risques chroniques - Mise sur rétentions et modalités d'évacuation des déchets liquides
Prescription contrôlée : <p>Art. 6.1.7.1 : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,- 50 % de la capacité globale des récipients associés. <p>Les réservoirs fixes seront munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs devra être contrôlable.</p> <p>Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres,- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 250 litres,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. <p>Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à l'action physique et chimique des fluides qu'elles pourraient contenir. Elles devront posséder une stabilité au feu de degré 2 heures, lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables. Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne devront pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Art. 6.1.7.2 : - Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu récepteur. [...]</p>
Constats : <p>- Les déchets liquides non traités par la station de détoxification de l'établissement sont conditionnés principalement en GRV et ponctuellement en fûts, en attente d'évacuation, d'après les indications données par l'exploitant.</p> <p>Ces GRV et fûts en attente d'évacuation sont entreposés en sous-sol et dans l'atelier respectivement du bâtiment M2 et du bâtiment M3, en fonction de l'origine du déchet.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, un faible nombre de ces récipients a été observé, à savoir :</p>

. en sous-sol de M2, une dizaine de GRV et fûts regroupés au même endroit, contenant respectivement du nickel sulfamate, des boues de nettoyage alcalin, des liquides organiques zinc-nickel, ainsi que des bains filmogène, de colorant, de nickel chimique, et d'acide de décapage usés.

Il s'est avéré toutefois que parmi ces déchets liquides, certains se trouvent être très acides et d'autres très alcalins selon les explications obtenues. Il en résulte que ceux-ci peuvent réagir dangereusement entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané, du fait de leur proximité et d'être associés à la même rétention. ==> 1

En effet, l'exploitant a précisé qu'une partie du sous-sol de M2 fait office de rétention générale pour les quelques récipients de déchets liquides qui y sont entreposés.

En outre, la capacité suffisante de cette rétention générale n'a pas pu être vérifiée au regard des quantités de liquides en présence, ==> 2

. dans l'atelier de M2, un GRV de bain d'acide nitrique utilisé en un endroit, et deux GRV de bains utilisés respectivement de dénickelage et de décuivrage à un autre endroit, ces deux GRV étant accolés à un troisième récipient de même nature contenant des filtres usés (déchets solides).

L'exploitant a indiqué que le point bas de la station de détoxification adossée au bâtiment M2 constitue la rétention générale de ces déchets liquides, vers laquelle ils seraient dirigés en cas d'écoulement accidentel grâce au profilage du sol et à la présence de caniveaux de collecte. Ce point bas constitue également la rétention générale des bains de traitement compatibles, présents dans l'atelier de M2.

Considérant la faible proportion de déchets liquides présents dans cet atelier, comparativement au volume des bains de traitement, le dimensionnement du point bas de la station de détoxification déjà contrôlé par le passé n'a pas fait l'objet d'un examen plus poussé par l'inspection des installations classées.

En revanche, le même constat que ci-dessus s'applique en terme d'incompatibilité s'agissant des GRV de bains utilisés de dénickelage et de décuivrage regroupés dans l'atelier de M2, si l'un s'avère être acide et l'autre cyanuré comme l'aurait laissé entendre l'exploitant, impliquant alors un risque de réaction dangereuse entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané du fait de leur proximité et d'être associés à la même rétention, ==> 3

. en sous-sol de M3, deux GRV de bains filmogènes utilisés et un GRV de liquide organique zinc-nickel entreposés au même endroit, dont la compatibilité n'a pas soulevé de remarque particulière.

Il est à noter que suite à une précédente visite d'inspection du site effectuée le 22 mars 2023, portant sur les conditions de stockage des produits chimiques mis en œuvre, l'exploitant avait fait savoir par écrit que le sous-sol de M3 dispose d'un point bas d'une capacité de 105 m³, faisant office de rétention déportée largement dimensionnée compte tenu des produits chimiques liquides présents y compris les déchets, représentant un volume total estimé à 35 m³. Il a confirmé ces éléments au cours de la visite d'inspection,

. dans l'atelier de M3, plusieurs GRV regroupés à demeure au même endroit pour la collecte des liquides de déshuilage des bains de dégraissage. Il a été également observé à un autre endroit de cet atelier, un GRV de savon de lubrification utilisé et solidifié ainsi qu'un GRV de boues de

phosphatation, n'entrant donc pas dans la catégorie des déchets liquides.

Selon les informations recueillies, l'atelier de M3 est relié également au point bas de son sous-sol qui en assure ainsi la rétention.

Le jour de la visite d'inspection, aucune dégradation notable n'a été relevée à la surface des sols formant une rétention et ayant pu être contrôlés.

- Les déchets liquides conditionnés en GRV ou en fûts sont évacués au niveau du bâtiment M2, depuis une aire étanche en béton enduit qui comporte en aval immédiat un regard d'évacuation des eaux pluviales. L'exploitant s'est équipé d'un tapis obturateur, conservé à l'entrée de l'aire précitée, afin de pouvoir couvrir ce regard lorsque nécessaire. Une consigne affichée au même endroit en précise les modalités d'utilisation.

Au niveau du bâtiment M3, les déchets liquides conditionnés en GRV ou en fûts sont évacués depuis un quai dont le sol en contrebas est revêtu d'un enrobé jugé en bon état le jour de la visite d'inspection.

Ce sol comporte un regard d'évacuation des eaux pluviales, lequel est équipé d'une pompe de relevage pour l'évacuation automatique des eaux d'après les informations recueillies. Un arrêt d'urgence « coup de poing » disposé à l'intérieur du quai permet de couper électriquement la pompe de relevage lors de l'enlèvement des déchets liquides. Une consigne affichée au même endroit en précise les modalités d'utilisation.

Quant aux GRV regroupés à demeure dans l'atelier de M3 pour la collecte des liquides de déshuilage des bains de dégraissage, leur contenu est évacué depuis un poste de pompage aménagé entre les bâtiments M2 et M3, dont le sol étanche est raccordé au point bas de M3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

==> 1 et 3 : L'exploitant devra prendre des dispositions afin d'empêcher que les déchets liquides très acides et les déchets liquides très alcalins regroupés en sous-sol de M2 puissent se mêler dangereusement entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané, en les plaçant sur des rétentions séparées et résistantes à leur action physique et chimique.

Il devra en être de même pour les bains usés de dénickelage et de décuivrage regroupés dans l'atelier de M2, si l'un s'avère être acide et l'autre cyanuré comme l'aurait laissé entendre l'exploitant.

Ce dernier fera connaître à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les dispositions prises en ce sens.

==> 2 : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, une note de calcul permettant de justifier que la partie du sous-sol de M2 où sont regroupés des récipients de déchets liquides, faisant office de rétention générale pour ces derniers, est de capacité suffisante au regard des quantités en présence.

Il n'intégrera pas dans les calculs les récipients de déchets liquides placés en définitive sur des rétentions spécifiques, mais inclura en revanche les éventuels produits chimiques liquides présents à l'état neuf dans le même secteur du sous-sol de M2.

Il se référera pour les résultats des calculs aux prescriptions réglementaires applicables en la matière, soit un volume de rétention devant atteindre 100 % de la capacité du plus grand récipient associé et 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Type de suites proposées : ==> 1, 2 et 3 : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1, 2 et 3 : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : ==> 1, 2 et 3 : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.3.3.2.1 à 6.3.3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques - Autres modalités de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 6.3.3.2.1 : La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois, hormis pour les déchets générés en faible quantité (< 10 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site devra être limitée à la quantité généralement produite durant cette période de 3 mois, sous réserve que le stockage n'entraîne pas de dangers ou d'inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cas contraire, les déchets mis en cause seront évacués sans délai.</p> <p>Art. 6.3.3.2.2 : Toutes précautions seront prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dépôts soient tenus en état constant de propreté, • les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs), • les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés. Ces aires, nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes sinon les eaux pluviales seront récupérées et traitées, • les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. <p>Art. 6.3.3.2.3 : Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage, • les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus. <p>Les déchets dangereux conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs. Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.</p> <p>Art. 6.3.3.2.4 : Les déchets ne pourront être stockés que dans des cuves affectées à cet effet. Ces cuves seront identifiées et devront respecter les règles de sécurité définies aux articles 6.1.7.1 et 6.1.7.2.</p> <p>Art. 6.3.3.2.5 : Les déchets ne pourront être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires identifiées et affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envois.</p>
<p>Constats :</p> <p>- L'exploitant a fait savoir, sur la base de son registre chronologique des déchets qu'il a présenté (voir la fiche de constat n°8 à ce sujet), que les boues d'hydroxydes métalliques sont évacuées plus d'une fois par mois, tandis que les autres déchets dangereux sont évacués tous les un à trois mois.</p>

Il en est de même globalement pour les DIB en mélange ou pré-triés.

Les quantités de déchets relevées le jour de la visite d'inspection sont apparues très modérées.

- Comme mentionné à la fiche de constat précédente, les déchets dangereux liquides, pâteux ou solides sont stockés dans des GRV ou fûts au sous-sol des bâtiments M2 et M3 et dans leurs ateliers, et ce sur une seule hauteur, hormis les boues d'hydroxydes métalliques qui sont collectées dans une grande benne à l'intérieur du local de la station de détoxification de l'établissement.

Les rebuts métalliques et ferrailles sont recueillis dans deux bennes entreposées à l'extérieur, respectivement à l'arrière du bâtiment M2 et du bâtiment M3, sur des aires étanches et couvertes, tandis que le sous-sol du bâtiment M3 accueille les rebuts de métaux semi-précieux tels que le laiton, le cuivre ou l'aluminium, stockés en petits conteneurs par type de métal selon l'exploitant (non observés au cours de la visite d'inspection). Sur chacune des aires extérieures précitées, est présente en outre une benne pour la collecte des DIB en mélange dont les bonbonnes en plastique usagées et préalablement rincées. L'aire aménagée à l'arrière du bâtiment M3 sert également au stockage des films plastiques conditionnés en sacs.

Sont aussi présentes derrière les bâtiments une benne dédiée à la collecte des palettes en bois et une benne réservée aux cartons non souillés. Ces bennes reposent sur de l'enrobé, sans protection contre les intempéries mais sans trace de salissure au sol. Leurs conditions d'entreposage n'ont pas été jugées préjudiciables pour l'environnement compte tenu de la nature des déchets collectés, la benne dédiée aux cartons non souillés étant en outre fermée par un couvercle.

Les différents lieux d'entreposage des déchets au sein de l'établissement étaient dans un état de propreté satisfaisant le jour de la visite d'inspection.

Les aires d'entreposage aménagées à l'extérieur des bâtiments sont nettement délimitées et éloignées des plus proches constructions habitées ou occupées par des tiers. Elles ne sont donc pas susceptibles d'induire une gêne pour le voisinage.

- Les GRV, fûts et bonbonnes sont systématiquement rincés à l'eau selon les informations recueillies, avant d'être réutilisés pour ce qui concerne les GRV et fûts si leur état le permet.

Toutefois, aucune consigne n'encadre les modalités de nettoyage des GRV et fûts réutilisés, en vue de prévenir le risque de mélange incompatible entre des résidus du produit d'origine et le déchet recueilli. ==> 1

- Chaque GRV et fût de déchet examiné au cours de la visite d'inspection était identifié à l'aide de la fiche d'identification du déchet, cette fiche se présentant dans un format réduit et comportant le nom du déchet ainsi que les dangers et pictogrammes de danger associés.

Sur certains de ces récipients, la fiche d'identification a été apposée sur l'étiquette du produit d'origine afin de la masquer, alors que sur d'autres, la fiche d'identification a été apposée à côté de l'étiquette du produit d'origine, pouvant alors prêter à confusion quant au déchet contenu. ==> 2

Les bennes entreposées à l'extérieur et réservées au stockage des déchets métalliques et des DIB ont été correctement identifiées par des écriteaux, à l'exception des bennes dédiées aux palettes en bois et aux cartons non souillés. ==> 3

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

==> 1 : L'exploitant veillera à instaurer, sous un délai d'un mois, une consigne encadrant les modalités de nettoyage des grands récipients vrac (GRV) et fûts ayant contenu des produits chimiques, qu'ils soient réutilisés ou non.

L'objet de cette consigne sera de s'assurer, outre pour le motif invoqué à la fiche de constat n°3 ci-avant en cas de non réutilisation des récipients précités, que ceux-ci ne contiennent plus de résidus de produits pouvant réagir dangereusement avec les déchets collectés s'ils sont réutilisés.

==> 2 : L'exploitant veillera à masquer systématiquement l'étiquette du produit d'origine ayant été contenu dans un GRV ou fût réutilisé, à l'aide par exemple de la fiche d'identification du déchet recueilli comme effectué sur certains de ces récipients, ou à barrer au marqueur indélébile l'étiquette du produit d'origine si la fiche d'identification du déchet est apposée à côté, afin de ne pas prêter à confusion quant au déchet contenu. Il indiquera à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les mesures prises à cet effet.

==> 3 : Il appartiendra à l'exploitant d'identifier par un écriteau les deux bennes entreposées à l'arrière des bâtiments et dédiées à la collecte respectivement des palettes en bois et des cartons non souillés. Il transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les justificatifs de mise en place de ces écriteaux (photographies).

Type de suites proposées : ==> 1, 2 et 3 : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1, 2 et 3 : Demande d'action corrective
==> 2 et 3 : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : ==> 1, 2 et 3 : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.3.3.4.1.1 à 6.3.3.4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques - Elimination
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 6.3.3.4.1.1 : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet dans le cadre du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 5 ans.</p> <p>Art. 6.3.3.4.1.2 : Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc...) lorsque ces derniers seront utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".</p> <p>Art. 6.3.3.4.1.3 : Ne pourront être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets satisfaisant aux critères d'admission prévus par l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>- L'exploitant a indiqué faire appel à plusieurs prestataires pour la prise en charge de ses déchets, et principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> . la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE à 70000 - Pusey, pour l'élimination des boues d'hydroxydes métalliques en centre de stockage de déchets dangereux, . la société DECHAMBOUX basée à La Roche-sur-Foron, pour le regroupement des autres déchets dangereux générés en vue de leur traitement final par d'autres prestataires spécialisés (bains usés non traités sur site, liquides organiques issus de l'unité de traitement des effluents du bâtiment M3, boues de phosphatation, liquides de déshuilage des bains de dégraissage,...), . la société PORTIGLIATI située à Cluses et à Scionzier, qui récupère la plupart des déchets industriels banals (DIB en mélange dont les bonbonnes en plastique usagées et préalablement rincées, cartons non souillés, palettes en bois, et rebuts métalliques / ferrailles), en vue de leur valorisation énergétique ou matière par d'autres prestataires spécialisés. <p>Les sociétés SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE, DECHAMBOUX et PORTIGLIATI disposent des habilitations requises au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), pour le regroupement, le transit et/ou le traitement sur leurs sites des déchets qu'elles prennent en charge.</p> <p>L'exploitant a précisé aussi qu'il peut faire appel ponctuellement à d'autres prestataires pour la prise en charge directe de certains déchets dangereux en vue de leur traitement, comme les sociétés TREDI à 38150 - Salaise-sur-Sanne, SCORI à 69700 - Givors, SARPI à 42350 - La Talaudière, SIRA à 38668 - Chasse-sur-Rhône, et LABO SERVICES à 69602 Givors, lesquelles disposent également des habilitations requises.</p>

Les films plastiques conditionnés en sacs sont évacués par le service de collecte intercommunal de la Communauté de communes Cluses, Arve & Montagnes (2CCAM) via la société COVED, dans des quantités supérieures à 1 100 litres par semaine selon l'exploitant.

- L'exploitant a fourni divers documents afin de justifier des prestataires auxquels il fait appel pour la prise en charge de ses déchets.

Concernant les déchets industriels banals, il a communiqué la dernière attestation établie par la société PORTIGLIATI le 13 février 2025 au titre de l'année 2024, relative à la valorisation des déchets récupérés en application des dispositions prévues à l'article D. 543-284 du code de l'environnement.

En revanche, il n'a pas été en mesure de présenter de justificatif similaire, se rapportant aux films plastiques conditionnés en sacs et évacués par le service de collecte intercommunal via la société COVED, alors que les quantités correspondantes sont supérieures à 1 100 litres par semaine. En effet, dans ce cas et en vertu des dispositions prévues à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, l'attestation relative à la valorisation des déchets récupérés et prévue par l'article D. 543-284 du même code doit être délivrée à l'exploitant par la collectivité en charge de la collecte ou le centre de valorisation destinataire, avant le 31 mars au titre de l'année antérieure.
==> 1

S'agissant des déchets dangereux, il conviendra de se reporter à la fiche de constat n°7 ci-après pour le détail des bordereaux de suivi consultés par sondage et fournis par l'exploitant depuis la plateforme Trackdéchets.

- Aucune trace de brûlage n'a été observée sur le site le jour de la visite d'inspection.

- Il ressort des éléments obtenus que seules les boues d'hydroxydes métalliques sont éliminées en centre de stockage. Il s'agit de la filière d'élimination habituelle pour cette catégorie de déchets.

Il est à noter par ailleurs que la société DECHAMBOUX étant exonérée de l'obligation de conserver la traçabilité entre les déchets entrant et les déchets sortant de son site par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, elle est considérée de ce fait comme le destinataire final des déchets qu'elle récupère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

==> 1 : L'exploitant devra se rapprocher de la COVED et/ou du service de collecte intercommunal de la Communauté de communes Cluses, Arve & Montagnes (2CCAM), afin d'obtenir l'attestation prévue par l'article D. 543-284 du code de l'environnement et relative à la valorisation des films plastiques évacués, dans la mesure où ceux-ci représentent un volume supérieur à 1 100 litres par semaine, comme stipulé à l'article D. 543-280 du même code. Il communiquera cette attestation à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois.

Ladite attestation sera ensuite à obtenir chaque année, avant le 31 mars au titre de l'année antérieure.

Type de suites proposées : ==> 1 : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1 : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : ==> 1 : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques - Bordereaux de suivi de déchets dangereux (Trackdéchets)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...] Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.</p> <p>Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée en application des articles R. 543-154 à R. 543-171, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées et par sondage, l'exploitant a présenté plusieurs récépissés de saisie issus de la plateforme Trackdéchets et faisant office de bordereaux de suivi de déchets dangereux.</p> <p>La plupart des déchets concernés ont été pris en charge par la société DECHAMBOUX basée à La Roche-sur-Foron. Il s'est agi en l'occurrence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des liquides de déshuilage des bains de dégraissage, récupérés dernièrement le 13 mai 2025 (3,717 tonnes avec le code déchet 16 10 01) et précédemment le 17 décembre 2024 (3,066 tonnes avec le code déchet 12 01 09) en vue d'être regroupés (code de traitement D13) puis incinérés à terre par un autre prestataire (code de traitement D10),

- des bains de colorants usés, récupérés dernièrement le 3 juin 2025 et le 16 mai 2025 (2,246 tonnes et 5,098 tonnes avec le code déchet 16 10 01) et précédemment le 12 mars 2025 (4,382 tonnes avec le code déchet 11 01 98) en vue d'être regroupés (code de traitement D13) puis incinérés à terre par un autre prestataire (code de traitement D10),

- des liquides organiques issus de l'unité de traitement des effluents du bâtiment M3 (code déchet 11 02 07), récupérés dernièrement le 3 juin 2025 (1,28 tonne et 1,322 tonne) et précédemment le 16 mai 2025 (6,466 tonnes) en vue d'être regroupés (code de traitement D13) puis incinérés à terre par un autre prestataire (code de traitement D10),

- des filtres souillés (code déchet 15 02 02), récupérés dernièrement le 3 juin 2025 (0,202 tonne) et précédemment le 16 mai 2025 (0,839 tonne) en vue d'être stockés (code de traitement R13) puis utilisés ultérieurement par un autre prestataire comme combustibles ou pour produire de l'énergie (code de traitement R1).

Il est rappelé que la société DECHAMBOUX a été exonérée de l'obligation de conserver la traçabilité entre les déchets entrant et les déchets sortant de son site, par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Elle est considérée de ce fait comme le destinataire final des déchets qu'elle récupère.

L'exploitant a aussi présenté les deux derniers bordereaux de suivi de déchets issus de Trackdéchets, relatifs aux boues d'hydroxydes métalliques (code déchet 11 01 09), prises en charge par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE. Ce déchet a été évacué le 24 mars 2025 (26,36 tonnes) puis le 24 avril 2025 (24,56 tonnes) en vue d'être éliminé en centre de stockage (code de traitement D5).

Les récépissés de saisie examinés, faisant office de bordereaux de suivi de déchets dangereux, n'ont pas soulevé d'observation de la part de l'inspection des installations classées, à l'exception toutefois des codes déchets appliqués aux liquides de déshuilage des bains de dégraissage et aux bains de colorants usés qui ont été évacués et pris en charge par la société DECHAMBOUX.

En effet, deux codes déchets différents ont été appliqués successivement à chacun de ces déchets, avec une désignation variable pour l'un d'eux, alors que leur origine et leur composition n'ont pas changé selon l'exploitant. Une telle situation sera à éviter dorénavant pour des motifs de cohérence, en l'absence de justifications. ==> 1

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

==> 1 : L'exploitant devra sous un délai d'un mois se rapprocher du prestataire prenant en charge les liquides de déshuilage des bains de dégraissage et les bains de colorants usés, afin de convenir avec lui du code déchet à appliquer désormais et de manière pérenne à ces deux catégories de déchets dans les formulaires Trackdéchets, dès lors que leur origine et leur composition demeurent inchangées.

Chaque code déchet retenu devra prendre en compte l'activité génératrice du déchet, qui conditionne les deux premiers chiffres du code selon la nomenclature s'y rapportant.

Type de suites proposées : ==> 1 : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1 : Demande d'action corrective

Proposition de délais : ==> 1 : 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43
Thème(s) : Risques chroniques - Registre chronologique des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'appuie désormais sur la plateforme Trackdéchets pour établir le registre chronologique des déchets dangereux sortant de son établissement, qu'il a adapté afin de répondre à ses besoins. Il a présenté ce registre au format informatique au cours de la visite d'inspection.</p> <p>Il tient également au format informatique un registre chronologique des déchets non dangereux sortant de son établissement (déchets industriels banals). N'y sont pas consignés les déchets non dangereux pris en charge par le service de collecte intercommunal, comme le permet la réglementation en vigueur.</p> <p>Après examen, ces deux registres doivent être complétés afin d'y faire apparaître certaines informations réglementairement requises.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les registres chronologiques que l'exploitant a établis, relatifs aux déchets dangereux et non dangereux sortant de l'établissement, seront à compléter sous un délai d'un mois afin d'y faire apparaître les informations requises suivantes en vertu de la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le code du déchet sortant mentionné à l'annexe IX de la Convention de Bâle (code à une lettre et quatre chiffres), - le numéro SIRET et l'adresse du transporteur qui prend en charge le déchet, dès lors qu'il est différent du destinataire (registre des déchets dangereux uniquement concerné), - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (réutilisation, recyclage, valorisation, ou élimination).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois